

relancer le « boom ». La contradiction a été soulignée par l'échec de la conférence de la Nouvelle-Delhi et l'impuissance des pays impérialistes à accroître le volume de leur « aide » aux pays semi-coloniaux (qui est avant tout une aide à leurs propres industries exportatrices), au même moment où l'expansion des échanges entre pays impérialistes manifeste les premiers signes d'essoufflement.

Sans doute l'impérialisme américain dispose de réserves et de ressources suffisantes pour se permettre pendant une période encore la poursuite des techniques keynesiennes à l'intérieur des Etats-Unis, sans attaquer directement le niveau de vie du prolétariat américain. Mais les pressions qui s'exercent sur lui pour qu'il arrête le déficit chronique de sa balance des paiements deviennent telles qu'un cran d'arrêt sérieux est introduit dans l'expansion inflationniste du système monétaire mondial. Cette pression déflationniste de plus en plus généralisée impose à un nombre croissant de pays impérialistes une discipline monétaire et financière commune, largement indépendante de la politique économique que choisissent leurs gouvernements occasionnels. Par ce biais, ils sont entraînés l'un après l'autre dans un courant commun qui les conduira vers une récession généralisée dans quelques années.

Un des traits les plus frappants de l'économie impérialiste depuis la Seconde Guerre Mondiale a été l'absence de synchronisation internationale des récessions. Les récessions américaines plus ou moins directes sur l'économie britannique et sur celle de plusieurs pays impérialistes mineurs, ont coïncidé avec un « boom » soutenu en Allemagne occidentale ; la récession japonaise n'a éclaté qu'en 1966, quand les économies française et italienne étaient déjà en reprise. Quant aux récessions allemande et britannique de 1966-67, elles ont été accompagnées d'un « boom » en Italie et au Japon et du maintien au moins partiel de la haute conjoncture aux Etats-Unis.

Cette fragmentation des récessions dans le temps et dans l'espace a manifestement pour effet de tendre à modérer l'ampleur et la durée des baisses d'activité ; l'accroissement des exportations compensait chaque fois partiellement la baisse des ventes sur le marché intérieur. Ses causes résident dans le fait que, si la récession découle en dernière analyse de la baisse des investissements productifs, c'est-à-dire de l'apparition de capacités de production excédentaires, donc en dernière analyse de la surproduction « gelée », elle est provoquée dans l'immédiat par des mesures gouvernementales : restrictions de crédit et politique déflationniste, qui visent soit à équilibrer la balance des paiements, soit à « étrangler la surchauffe », soit les deux objectifs à la fois. La possibilité de cette manipulation monétaire et financière générale dans le monde impérialiste était créée à la fois par la tendance générale expansive et par l'inflation internationale généralisée.

Le fléchissement de ces deux stimulants a d'ores et déjà commencé. Il réduit considérablement la marge de manœuvre de chaque gouvernement impérialiste, — ainsi que l'a appris à ses dépens le gouvernement Wilson auquel la finance internationale a véritablement dicté un taux de dévaluation insuffisant pour permettre une reconquête par la bourgeoisie britannique des marchés internationaux perdus. Par suite de la collaboration étroites entre les banques centrales à l'échelle internationale, il tend à imposer des disciplines monétaires de plus en plus rigides, d'où découle une synchronisation de plus en plus étroite des politiques monétaires des principaux pays impérialistes. Cette synchronisation rend inévitable, à court ou moyen terme, une synchronisation des récessions économiques.

La synchronisation des récessions économiques a ses racines dans le processus de production lui-même. Elle reflète, en der-